

Selon l'enquête barométrique de la Drees, la structuration des opinions des Français concernant la protection sociale ne connaît pas d'évolution sensible entre 2000 et 2002.

Deux lignes de force principales opposent, d'une part, les personnes qui estiment la société plutôt juste ou plutôt injuste, et d'autre part, les personnes plutôt favorables à l'intervention de l'État à celles qui y sont plutôt réticentes. La même typologie en trois groupes demeure pertinente sur les trois années considérées. Elle distingue des intégrés universalistes, plutôt aisés, satisfaits du système et favorables à l'intervention de l'État, des personnes plutôt en marge, en situation souvent difficile, également favorables à une action de l'État mais davantage ciblée en leur faveur et enfin des intégrés sélectifs, assez satisfaits de leur situation économique mais critiques envers le système de redistribution et les prélèvements qu'il engendre. Un affinement de cette typologie conduit à distinguer, au sein des personnes plutôt en marge, un groupe particulièrement insatisfait et désireux de changements, et un autre plus optimiste et favorable à des aides publiques non sélectives. Les intégrés sélectifs peuvent aussi se distinguer selon qu'ils souhaitent purement et simplement la réduction du rôle de l'État ou qu'ils plaident pour une intervention plus efficace et sélective, assortie de contreparties. Certaines opinions évoluent toutefois entre 2000 et 2002 : un optimisme relatif en matière socio-économique se fait jour, conduisant à la fois à une appréciation plus positive du système de protection sociale mais aussi à des désirs plus forts de changements. Une moindre inquiétude vis-à-vis du chômage se double d'une montée au premier plan des préoccupations relatives à la sécurité et à la délinquance. Ces évolutions, générales à l'ensemble de la population, apparaissent largement liées à un effet de période.

Michel FORSÉ* et **Maxime PARODI****
*CNRS, **OFCE

Stabilité et évolutions des opinions à l'égard de l'État-providence entre 2000 et 2002

Depuis 2000, la Drees dispose d'une enquête annuelle, dite barométrique, qui interroge les Français sur leurs préoccupations face à divers risques ainsi que sur leurs attentes vis-à-vis des différents secteurs de la protection sociale (encadré 1). Une précédente étude portant sur la première vague d'enquête en 2000, avait permis de repérer les éléments les plus discriminants structurant cette opinion et de caractériser certaines de ses polarisations (Forsé et Parodi, 2001). Disposant à présent des deux vagues suivantes de 2001 et 2002, il est possible de se demander si ces résultats se maintiennent ou si, au contraire, des changements sensibles d'opinion se manifestent avec des évolutions plus ou moins notables.

Pas d'évolution sensible de la structuration des opinions

Dans le domaine des sondages d'opinion, il est souvent délicat de se limiter à commenter le niveau de rejet ou d'acquiescement à une modalité de réponse d'une question. La comparaison dans le temps est une première manière de lever les difficultés d'interprétation, mais pour ne pas surestimer ou sous-



estimer certaines évolutions, il semble préférable de les resituer dans leur cadre d'ensemble, c'est-à-dire de commencer par une analyse globale de l'évolution de la structure des réponses. De ce point de vue, les réponses recueillies en 2000, avaient donné lieu à une analyse factorielle pour les principaux domaines d'interrogation du baromètre (tableau 1), suivie d'une typologie. D'une vague à l'autre, les variations du questionnaire ont été suffisamment limitées pour autoriser la reconduction de ces procédures.

Sur ces analyses factorielles¹ on observe que les positions des différents points, correspondant aux opinions retenues, sont à peu près inchangées et que l'interprétation des deux premiers axes demeure identique à celle issue de la première vague (cf. graphique 1 pour les résultats de 2002).

Aux trois dates, le premier axe (horizontal sur le graphique 1) fait ainsi apparaître une opposition entre les personnes qui estiment que la société française est plutôt juste, et les autres. Les premiers (à droite de l'axe 1) sont plutôt satisfaits de l'état de la société et confiants dans l'avenir. Cette confiance et cet optimisme vont avec une tendance à vouloir conserver les choses en l'état. En termes sociodémographiques, il s'agit des plus diplômés, professions libérales ou cadres supérieurs, se situant en haut de l'échelle des revenus et habitant plus souvent Paris. Les seconds, ceux qui sont donc à l'autre extrémité de ce premier axe, sont plutôt insatisfaits de la société dans son ensemble et s'avèrent pessimistes quant à l'avenir. Ils souhaitent des réformes plus radicales. Ce sont plutôt des individus en situation économiquement difficile, voire instable ou précaire, par exemple des personnes élevant seules leurs enfants avec moins du SMIC ou des chômeurs. Ils sont dans l'ensemble moins diplômés, moins riches et plus âgés que la moyenne.

Le deuxième axe (vertical) rend compte, également à chaque date, d'une opposition entre des opinions favorables à l'intervention de l'État et des opinions économiquement plus libérales. En bas du graphique 1, se situent les personnes

qui inclinent à penser que le financement de la sécurité sociale est excessif, que le monopole de la sécurité sociale n'est pas forcément souhaitable et qu'il y a, plus généralement, trop d'État. Ces attitudes vont de pair avec l'idée que l'exclusion s'accompagne de réticences au travail et qu'il faut en conséquence être sélectif dans l'attribution des aides aux chômeurs et aux RMistes en demandant, par exemple, des contreparties aux bénéficiaires des allocations. Ces opinions sont plus souvent le fait des indépendants. À l'opposé (en haut du graphique 1), les opinions interventionnistes vont souvent de pair avec une attitude « solidariste » : plutôt favorables à une incondicionalité des aides, les personnes qui émettent ces opinions sont sensiblement moins nombreuses à envisager des tâches d'intérêt général pour les chômeurs ou à exiger une contrepartie au RMI, et, d'une manière générale, s'opposent aux contreparties jugées contraignantes.

Le long de ce deuxième axe, et encore une fois quelle que soit l'année, on observe assez clairement un parallélisme entre des opinions portant sur les mœurs, et celles portant sur les questions économiques et sociales : les opinions plutôt en faveur d'interventions sociales ou économiques de l'État (en haut) vont de pair avec davantage de tolérance sur les questions de mœurs (« libéralisme moral »), alors que les opinions économiquement plus libérales (en bas) s'allient à une moindre ouverture sur le plan des mœurs (Forsé et Parodi, 2002).

Au total, la même structuration des réponses s'observe aux trois dates d'interrogation. Sur un laps de temps aussi court, il eut d'ailleurs été surprenant que l'on assistât à un bouleversement de cette structure, mais on notera qu'elle n'a pas été sensiblement modifiée par les événements français ou internationaux intervenus au cours des années 2001 et 2002.

La même typologie se maintient aux trois dates ...

Pour aller plus loin, une typologie en trois groupes avait été construite lors de

la première étude à partir d'une classification ascendante hiérarchique². Puisque les résultats des ACM sont très proches les uns des autres, il est possible de soumettre les deux nouvelles vagues à la même méthode de classification, afin de déceler si une évolution de cette typologie n'y est pas malgré tout perceptible. En agrégeant les trois vagues d'enquête et en considérant tous les individus comme actifs (encadré 2), on observe encore une fois que la typologie, malgré

T 01 liste des thèmes de questionnement retenus pour effectuer les analyses de correspondances multiples

Opinions générales sur la société, l'État ou l'Europe	Les contreparties des allocations
Sentiments sur l'avenir et préoccupations	La retraite
Opinions morales	La protection sociale
La perception des inégalités, de la pauvreté et de leurs causes	La santé

Source : enquête DREES sur les opinions.

E 1

Description du baromètre

L'enquête barométrique de la DREES a pour objet de mesurer les attitudes et les opinions des Français à l'égard de la santé, de la famille, de l'immigration, de la protection sociale, de la pauvreté et de l'exclusion. Trois vagues de questionnement ont été réalisées, de 2000 à 2002, auprès d'un échantillon d'environ 4 000 personnes représentatives des Français âgés de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine. Il faut noter que cette enquête ne constitue pas un panel, puisque, chacune des trois années, ne sont pas interrogés les mêmes individus. Les interviewés sont sélectionnés suivant la méthode des quotas à partir des données du recensement général de la population de 1990 ou des enquêtes Emploi annuelles, par stratification selon le sexe, l'âge, la profession du chef de famille, la taille d'agglomération, la région, le niveau de diplôme et le statut actif/inactif. Les entretiens ont lieu en face à face au domicile des personnes enquêtées, sous système CAPI (collecte assistée par micro-ordinateur). 4 000 individus ont été interrogés entre les 11 février et 5 avril 2000, 4 019 entre le 27 avril et le 13 juillet 2001, et 3 995 entre le 13 mars et le 21 mai 2002.

1. Techniquement il s'agit d'analyses de correspondances multiples, désormais ACM.

2. Classification effectuée à partir des coordonnées factorielles des individus sur les cinq premiers axes de l'ACM en appliquant la méthode de Wald et une méthode de consolidation pour maximiser la variance interclasse. Pour plus de détails sur ces méthodes de classification ou les techniques d'analyse de correspondances multiples, on pourra consulter l'ouvrage de Ludovic Lebart, Alain Morineau et Marie Piron (2000).

quelques mouvements, conserve la même logique et n'est pas très éloignée de celle que nous avons décrite pour la seule année 2000. Lorsque l'on se limite à trois groupes³, une typologie distinguant des *intégrés universalistes*, des *intégrés sélectifs* et des personnes *plutôt en marge* demeure pertinente, quelle que soit l'année considérée.

... ainsi que les caractéristiques sociodémographiques des trois groupes

En haut à gauche de l'ACM (graphique 1), on trouve des individus *plutôt en marge* (*outsiders*) qui se considèrent mal protégés par l'État et souhaitent à la fois un accroissement de l'État-providence et une réallocation des ressources mieux ciblée en leur faveur. En haut à droite, figurent des *intégrés (insiders) universalistes* ou non sélectifs, plutôt satisfaits, qui refusent les inégalités sociales tout en ayant tendance à les sous-estimer. Ils

semblent pour une large part penser que les allocations actuelles répondent en grande partie aux problèmes et qu'il ne faudrait pas grand-chose pour remédier à ce qu'il reste d'injustice dans la société, sans grande modification du système. Ils ne sont à cet égard pas ou peu sélectifs pour ce qui concerne l'attribution des aides de l'État-providence. Enfin, en bas au centre du graphique, se situe le groupe des *intégrés (insiders) sélectifs* ou particularistes, relativement satisfaits de leur situation économique mais critiques envers le système de redistribution et les prélèvements qu'il engendre. Ils s'inquiètent des gaspillages et des effets d'aubaine, et pour eux, l'État devrait être plus strict et sélectif dans l'attribution des aides publiques.

Pour synthétiser les caractéristiques sociodémographiques de ces groupes, il apparaît tout d'abord que les individus *plutôt en marge* sont plus fréquemment des femmes ; ils sont aussi plus souvent âgés de plus de 65 ans et vivent davan-

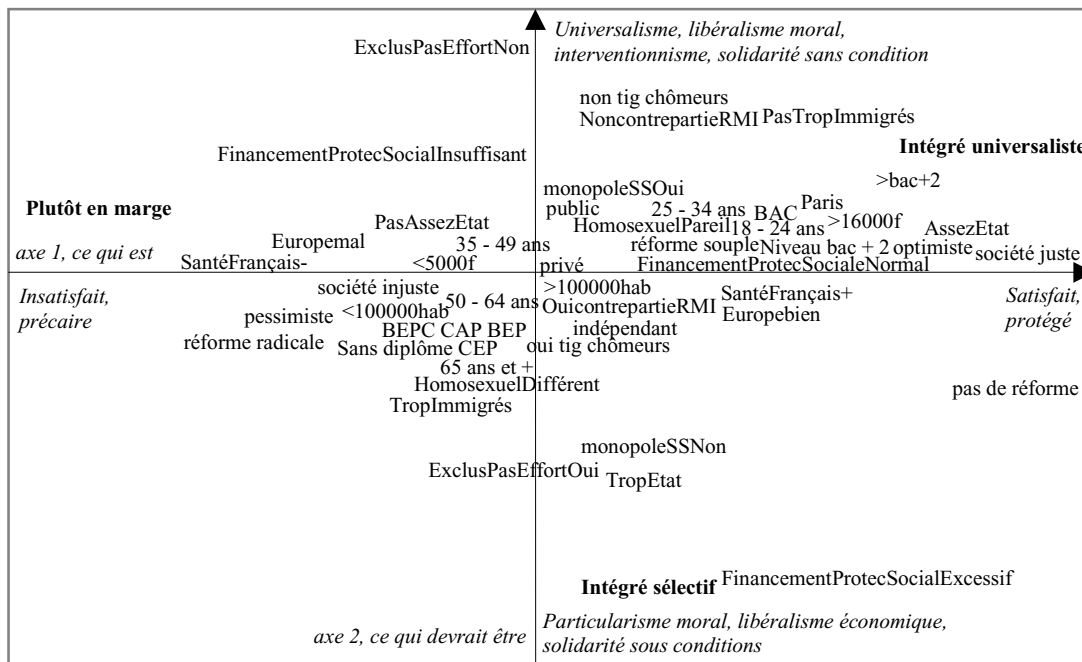
tage dans des villes moyennes ou des communes rurales. Ils sont également plus souvent retraités ou salariés (employés ou ouvriers) à temps partiel, mais fréquemment aussi à la recherche d'un emploi ; leurs revenus sont relativement faibles et leur niveau de diplôme peu élevé.

Les *intégrés universalistes* sont plutôt masculins et souvent jeunes ; ils habitent fréquemment Paris ou de grandes villes, disposent de hauts niveaux de diplôme et de revenus élevés ; ils travaillent plus souvent dans le secteur public comme cadres supérieurs ou exercent des professions intermédiaires.

Les *intégrés sélectifs* sont également plutôt des hommes, mais sont souvent âgés de 50 à 64 ans et vivent plus volontiers dans des petites villes ; ils sont fréquemment indépendants et, s'ils sont salariés, ils sont plutôt ouvriers du secteur privé ; ils possèdent un niveau de diplôme inférieur ou moyen, mais leur niveau de revenu ne les situe pas directement dans

G
01

analyse de correspondances multiples pour l'année 2002 (en abrégé)



Note de lecture : sans un fort taux d'agrandissement, le graphique contenant tous les points (une centaine) situés dans ce plan factoriel est très difficilement lisible. Pour pallier ce problème, seul un nombre plus restreint est ici représenté, sans que cela n'empêche toutefois de saisir la logique d'ensemble de l'analyse. Les significations que l'on peut attribuer aux axes figurent en italique. Les points correspondant à des opinions sont seuls actifs dans la formation de ces axes. Les autres, décrivant des positions sociodémographiques, ne sont qu'illustratifs. Pour repérer plus facilement les trois classes typologiques, leurs projections (en variables supplémentaires) sont représentées en caractères gras.
Source : enquête DREES sur les opinions.

3. La méthode de classification utilisée est connue pour aboutir à ce que les groupes n'aient pas des tailles trop différentes. C'est donc moins sur les proportions de la population représentées par chaque classe que sur leur contenu sociologique qu'il convient de s'attarder.

une tranche particulière.

Il faut souligner que la significativité de ces croisements entre groupes et catégories sociodémographiques est forte et se maintient dans les trois vagues de l'enquête. Il en résulte que le classement en trois groupes est non seulement un bon séparateur des opinions retenues dans l'analyse, mais qu'il est aussi un révélateur de la position sociale mesurée à l'aune des variables usuelles. La capacité de la typologie à repérer les plus fortes polarisations de l'opinion se trouve d'ailleurs renforcée par le fait que les préoccupations face à divers risques sont différentes selon les groupes.

Des préoccupations sensiblement distinctes selon les groupes

De manière assez prévisible, on observe une plus grande préoccupation des *intégrés sélectifs* à l'égard du vieillissement dans les pays développés, de la forte croissance démographique des pays en voie de développement, de la migration des populations des pays pauvres vers les

pays riches et des crises financières internationales. Toutes ces préoccupations sont afférentes à de grands équilibres d'ordre macro-économique ou démographique. Les *intégrés sélectifs* ressentent fortement que ces changements peuvent conduire à ce qu'il n'y ait plus assez de richesses « pour tous » (tant pour la France que pour eux-mêmes).

Les individus *plutôt en marge* se distinguent assez logiquement par une plus forte préoccupation à l'égard de la pauvreté et du chômage, mais également à l'égard des risques alimentaires et du cancer. Le fait qu'ils soient généralement plus âgés y est probablement pour beaucoup. Ils se montrent par ailleurs moins préoccupés que les autres par le problème du vieillissement dans les pays développés, la forte croissance démographique des pays en voie de développement ou encore les crises financières internationales.

Enfin, les *intégrés universalistes* ressentent de manière générale moins de préoccupations que les autres groupes ; cela est particulièrement vrai pour les problèmes de migrations des populations des pays pauvres vers les pays riches, les risques alimentaires, le cancer, le chômage et les accidents de la route. Pour beaucoup des sujets abordés dans l'enquête, ils se déclarent en outre moins préoccupés pour la France que pour eux-mêmes.

Un affinement de la typologie en cinq groupes

Compte tenu de la stabilité qui vient d'être constatée, il est fondé et intéressant de chercher à affiner la typologie en davantage de groupes. On peut, à cette fin, refaire une classification automatique sur les trois vagues d'enquête agrégées en une seule. Les classifications ascendantes hiérarchiques forment en fait autant de classes qu'on le souhaite, et le choix final du nombre de classes relève surtout d'un jugement sur la pertinence sociologique des classes ainsi formées. Passer du découpage en trois classes, à une typologie en cinq groupes s'avère alors intéressant⁴.

Le premier groupe mis en évidence est ainsi composé d'individus particulièrement insatisfaits de leur situation. Ils trouvent la société plutôt injuste et en appellent à des réformes radicales. Mais le sens des réformes exigées n'est ni particulièrement

solidariste, ni particulièrement sélectif. En moyenne, c'est l'insatisfaction qui est d'abord exprimée. Proches des personnes *plutôt en marge* de la typologie précédente, ils s'avèrent moins solidaristes. Sur le plan sociodémographique, il s'agit plutôt de femmes de plus de 50 ans, venant du monde ouvrier ou à la retraite, ayant peu de titres scolaires et habitant de petites villes.

Le deuxième groupe est également plutôt insatisfait de sa situation, mais sans l'être autant que le précédent. De statuts modestes, parfois proches de la précarité, puisque le chef de ménage peut être au chômage, les individus qui le composent sont partisans d'une inconditionnalité des aides publiques. Ils ont souvent moins de 50 ans, ont fréquemment au moins le baccalauréat, travaillent souvent dans le secteur public et habitent plutôt de grandes villes. En somme, proches du premier groupe par leur situation économique modeste, ils sont un peu plus optimistes et se rapprochent du groupe suivant par leurs préférences non sélectives en ce qui concerne l'attribution des aides publiques.

Le troisième groupe rappelle celui des *intégrés universalistes* de la classification en trois groupes. Ils sont globalement satisfaits et solidaires mais ne prennent pas forcément la pleine mesure des situations de précarité. Il s'agit typiquement de jeunes hommes (18-34 ans), de professions libérales ou intermédiaires, ou encore de cadres supérieurs, ayant un revenu mensuel supérieur à 2000 €, un diplôme supérieur au bac, souvent salariés du public et habitant l'agglomération parisienne.

Enfin, le quatrième et le cinquième groupe rappellent les *intégrés sélectifs*. Dans l'ensemble, ils apparaissent moyennement satisfaits de leur situation et ils souhaitent que l'État soit plus parcimonieux dans l'attribution de ses aides. Toutefois, ces deux groupes se distinguent quant à l'idée qu'ils se font du rôle de l'État.

Les premiers, à la fois moins satisfaits et moins exigeants, expriment des convictions économiques plus libérales : ils considèrent que la solidarité n'est pas essentiellement l'affaire de l'État, mais des individus, et souhaitent donc plutôt réduire la place de l'État. Cette opinion

4. Au-delà, les groupes deviennent difficiles à interpréter.

Quelle méthode pour apprécier l'évolution de la typologie des opinions ?

Pour apprécier les évolutions éventuelles de la typologie, qui se traduirait par le déplacement des positions des groupes sur le plan factoriel, il existe une difficulté technique. Une telle approche est difficilement transposable d'une vague à l'autre car la procédure de classification automatique n'est pas construite pour effectuer le suivi comparatif d'une typologie. On risque de comparer l'incomparable en commentant les mouvements relatifs des groupes d'une année à l'autre, alors qu'il ne s'agit peut-être que du simple déplacement d'un jeu d'étiquettes. Notons tout de même qu'en procédant de cette manière (chaque classification est faite séparément sur chaque ACM correspondant à une année), on ne constate pas de déplacement très important des groupes.

Une autre méthode consiste à agréger les trois vagues d'enquête et à effectuer l'analyse factorielle et la classification automatique sur cet ensemble. Mais il y a différentes façons de le faire et certaines contraignent a priori davantage à la stabilité, tandis que d'autres favorisent au contraire l'expression du changement. On adopte ici une méthode (tous les individus sont considérés comme actifs) qui donne des résultats à mi-chemin entre ces extrêmes.

est avant tout celle d'hommes de 50 à 64 ans, peu touchés par le chômage, plutôt indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales) ou parfois cadres supérieurs, ayant au moins le baccalauréat et habitant des communes de moins de 2 000 habitants.

Les seconds sont plus satisfaits de leur position, plus optimistes tout en étant plus exigeants et sélectifs que les précédents. Globalement, ils déclarent faire plus confiance à l'État qu'aux individus et ne rejettent pas l'intervention de l'État-providence pour ce qui est de la solidarité. Pour eux, l'essentiel est que cette intervention soit efficace : elle doit être sélective, assortie de contreparties, par exemple en imposant des travaux d'intérêt général en échange des allocations, et donner une place au marché au nom de l'efficacité. Les individus de ce groupe se montrent ainsi favorables à la concurrence des assurances sociales et des assurances privées. Sur le plan socio-démographique, ils sont plutôt jeunes, habitent de grandes villes ou l'agglomération parisienne. Ils disposent plutôt de revenus modestes et ne sont pas très diplômés.

Au total, cette classification en cinq groupes suit la même logique que celle qui aboutit à en distinguer seulement trois. Elle permet toutefois d'en préciser certains aspects. Un groupe intermédiaire, peu satisfait de sa situation mais favorable à des aides publiques inconditionnelles apparaît entre le groupe des individus *plutôt en marge* et celui des *intégrés universalistes*. Deux positions critiques à l'égard de l'État-providence se distinguent en outre au sein des *intégrés sélectifs* : une réticence d'ensemble vis-à-vis de l'intervention publique et une volonté d'en améliorer l'efficacité.

Les changements les plus notables de l'opinion entre 2000 et 2002

Au travers de ces résultats apparaît donc une forte stabilité de la structure des opinions. Certaines d'entre elles ont cependant connu une évolution. Pour pointer les questions concernées dans l'enquête, on peut retenir celles dont au moins une des modalités de réponse recueille plus de 5 points de variation entre deux dates⁵.

Sur la base de cette sélection, il ressort en premier lieu que les répondants étaient moins préoccupés en fin qu'en début de période par les problèmes du chômage et de la pauvreté (de « beaucoup » vers « assez »), et que, dès lors, le problème social qui leur semble devoir être résolu en priorité passe très nettement du chômage à l'insécurité entre 2000 et 2002.

On constate plus généralement pendant cette période la montée d'un relatif optimisme en matière socio-économique. Les enquêtés affirment moins souvent que les inégalités augmentent et estiment plutôt qu'elles restent stables. Cela est vrai de leurs jugements sur les cinq dernières années comme de leurs anticipations sur l'avenir (tableau 2). Cette évolution est identique pour ce qui touche à la pauvreté ou à l'exclusion. Les répondants sont d'ailleurs moins nombreux en 2002 à penser qu'il y a des exclus parce qu'il n'y aurait plus assez de travail, et ils trouvent plus fréquemment que certains exclus sont réticents à travailler. Ils voient aussi la pauvreté pour partie différemment : moins comme le fait de ne plus manger à sa faim et davantage comme celui de ne pas avoir de logement. Le niveau de financement de la protection sociale est quant à lui perçu plus fréquemment comme « normal » et moins souvent

comme « insuffisant ». Enfin, à propos des grandes crises sanitaires, l'idée qui se développe en 2002, est que l'on a tendance à exagérer les problèmes (tableau 3). Cette perception d'une relative amélioration de la situation économique est toutefois nuancée par le fait l'état de santé des Français est jugé comme s'améliorant seulement « un peu » au lieu de « beaucoup ».

En dépit de cette exception, cette progression de l'optimisme pourrait être reliée à une demande plus nette de changement qui transparaît par ailleurs dans une volonté plus accentuée de « réformes radicales » et un recul des opinions favorables au « maintien du système » (cf. le tableau de l'encadré 3, lignes « ensemble »). On pourrait en effet faire l'hypothèse que ceux qui jugent que la situation économique ou sociale s'améliore trouvent que les choses devraient changer davantage en regard de ce que cette amélioration permet. Pourtant, la conviction est plus fréquemment exprimée en 2002 que les pouvoirs publics ne peuvent pas résoudre les problèmes en profondeur, et qu'ils ne peuvent au mieux qu'en faire progresser certains aspects. Les enquêtés sont cependant plus nombreux à considérer que l'Europe est de son côté plutôt une bonne chose pour le système de protection sociale.

T.02 opinions sur l'avenir des inégalités en France selon l'année

		Année			Ensemble
		2000	2001	2002	
Les inégalités en France à l'avenir	vont plutôt augmenter	70,8	64,8	63,9	66,5
	vont plutôt diminuer	16,4	16,3	15,0	15,9
	resteront stables	12,8	19,0	21,1	17,7
Total		100,0	100,0	100,0	100,0

en %

Source : enquête DREES sur les opinions

T.03 selon l'année, opinion selon laquelle, à propos des grandes crises sanitaires, « on exagère les problèmes alors que contrairement à ce que l'on dit cela va mieux qu'avant »

		Année			Ensemble
		2000	2001	2002	
On exagère les problèmes	Plutôt d'accord	49,6	54,3	56,7	53,5
	Plutôt pas d'accord	50,4	45,7	43,3	46,5
Total		100,0	100,0	100,0	100,0

en %

Source : enquête DREES sur les opinions.

5. Pour les autres, un aléa d'échantillonnage peut plus vraisemblablement suffire à expliquer les changements.

D'autres évolutions ne sont pas dénuées de paradoxes. Alors que les enquêtés se déclarent plus souvent partisans en 2002 de contreparties aux allocations de chômage et au RMI, ils envisagent moins souvent de demander aux chômeurs d'accepter les emplois qui leur sont proposés ou de participer à une tâche d'intérêt général (tableau 4). Il semble en outre que la moindre pression du chômage exercée sur le système de sécurité sociale conduise plus souvent les personnes interrogées à accepter de cotiser davantage pour maintenir le système. Elles soutiennent aussi plus fermement le principe que le RMI doit exister (de 80 % en 2000 à 90 % en 2002), mais sont moins nombreuses à souhaiter qu'il soit étendu aux moins de 25 ans (tableau 5).

Quelques évolutions semblent enfin plus particulièrement liées à l'actualité de la période : montée de la préoccupation à l'égard des accidents de la route, baisse de la préoccupation à l'égard des risques alimentaires (« vaches folles ») ou montée des inquiétudes à l'égard des guerres dans le monde. Dans le domaine des mœurs, il est plus fréquent d'estimer que le mariage n'est pas forcément le cadre idéal pour vivre une relation de couple, peut-être suite à l'entrée dans les mœurs du PACS.

Pour résumer, ce sont donc principalement quatre évolutions significatives

qui semblent s'être produites entre les enquêtes de 2000 et 2002 :

- des inquiétudes qui changent de nature en portant davantage sur l'insécurité que sur le chômage ;
- un accroissement de la satisfaction économique qui favorise le sentiment que l'on peut aspirer à plus ou que l'on exagère certains problèmes ;
- une volonté plus nette de changement, assortie toutefois d'une moindre confiance d'ensemble dans les capacités des pouvoirs publics à résoudre les problèmes ;
- dans certains cas, un accroissement des exigences de sélectivité dans l'attribution des aides de l'État-providence, dans d'autres, un recul.

Ces évolutions peuvent en outre être reliées aux résultats des analyses factorielles et aux typologies précédentes (encadré 3).

Une évolution de l'opinion qui met au premier plan le problème de l'insécurité ...

L'évolution la plus notable, et l'une des plus importantes en niveau entre 2000 et 2002, concerne les réponses à propos du « problème prioritaire dont il faut s'occuper en France ». Le chômage perd sa première place, rassemblant 44 % des opinions en 2000, 36 % en 2001 et 29 % en 2002, au profit de l'insécurité qui re-

groupe 16 % des opinions en 2000, mais 24 % en 2001 puis 33 % en 2002. Les autres problèmes (le poids de la fiscalité, le financement de la sécurité sociale, la pauvreté et l'exclusion, l'avenir des retraites, les inégalités sociales) recueillent des avis en proportions assez stables. Les résultats pour le problème prioritaire à résoudre en second changeant également très peu.

Les groupes d'opinion mis en évidence par la typologie connaissent tous les trois sur la période ce basculement du chômage vers l'insécurité en ce qui concerne le problème qui leur apparaît prioritaire à résoudre (tableau 6). De plus, cette évolution se retrouve indifféremment pour toutes les catégories sociales si l'on considère les indicateurs habituels tels que le sexe, l'âge, le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle. On notera que les *intégrés universalistes* commencent à changer de point de vue avant les autres groupes, mais n'opèrent véritablement un basculement significatif de leurs opinions qu'en même temps.

Dans une régression logistique expliquant, toutes choses égales par ailleurs, les « problèmes sociaux à résoudre en priorité » (en s'en tenant aux modalités : « le chômage » et « la délinquance, l'insécurité ») et où les variables explicatives sont le sexe, l'âge (5 modalités, variable ordinale), le diplôme (5 modalités, variable ordinale), la catégorie socioprofessionnelle (8 modalités) et l'année d'enquête (3 modalités, variable ordinale), deux paramètres seulement s'avèrent significatifs : tout d'abord, très fortement, celui décrivant le rôle de l'année puis, dans une moindre mesure, celui correspondant aux ouvriers qui, dans l'ensemble, restent davantage attachés au problème du chômage. Les autres indicateurs de position sociodémographique pèsent peu. Le basculement de priorité constaté s'analyse donc avant tout comme une évolution globale de l'ensemble de l'opinion.

Une seconde régression logistique a été effectuée sur la même variable à expliquer (les problèmes à résoudre en priorité), mais en prenant pour variables explicatives des éléments d'opinion : la typologie en trois classes (*intégré universaliste*, *intégré sélectif* et *individus plutôt en marge*), la préoccupation personnelle à l'égard du chômage (4 modalités,

6

T 04 selon l'année, demander aux chômeurs de participer à une tâche d'intérêt général en échange des allocations qui leur sont versées en %

		Année			Ensemble
		2000	2001	2002	
Demander aux chômeurs de participer à une tâche d'intérêt général	Oui	77,9	73,6	72,0	74,5
	Non	22,1	26,4	28,0	25,5
Total		100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête DREES sur les opinions.

T 05 opinions sur l'extension du RMI aux moins de 25 ans selon l'année en %

		Année			Ensemble
		2000	2001	2002	
D'accord pour étendre le RMI aux moins de 25 ans	Oui	76,1	73,5	70,6	73,4
	Non	23,9	26,5	29,4	26,6
Total		100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête DREES sur les opinions.

E•3

Evolution d'ensemble des opinions de 2000 à 2002 et mise en relation de la volonté plus nette de réformes radicales avec les groupes de la typologie

Les analyses présentées dans le corps du texte reposent sur une ACM agrégeant les trois vagues d'enquête. Si le numéro de vague est mis en variable supplémentaire, on constate (graphique) un léger décalage au cours du temps de ce point résumant l'année vers, d'une part, une plus grande satisfaction (décalage vers la droite sur l'axe 1) et, d'autre part, une plus grande exigence sur les conditions d'accès aux diverses allocations (décalage vers le bas sur l'axe 2). Des analyses plus détaillées montrent toutefois qu'il est difficile de trouver un lien systématique entre ces deux mouvements.

Parmi les évolutions les plus notables apparaissait une augmentation des opinions favorables à des réformes radicales. Et de fait, alors que la plupart des points des graphiques factoriels restent d'une vague à l'autre dans une position identique, celui correspondant à cette opinion se déplace légèrement pour se rapprocher du groupe des personnes qui se sentent plutôt en marge. Il faudrait donc penser que cette volonté plus ferme de changement serait, pour une bonne part, due à une radicalisation de ces derniers. L'hypothèse pourrait être que, dans un contexte économique perçu comme s'améliorant, ceux qui restent plutôt en marge seraient plus « amers » et en viendraient à souhaiter des réformes plus radicales.

Le croisement, à chaque date, des trois groupes de la classification avec la question sur les réformes montre une vérification au moins partielle de cette hypothèse (tableau). L'opinion en faveur des réformes radicales augmente très significativement chez les plutôt en marge entre 2000 et 2002, après cependant avoir connu une légère régression ou stagnation en 2001. En sens inverse, les intégrés sélectifs sont moins en faveur de telles réformes, tandis que les intégrés universalistes soutiennent davantage des réformes modérées.

G positions des points moyens correspondant aux trois années dans l'ACM avec un très fort grossissement du centre de cette ACM

2000	axe 2	
	2001	axe 1
	2002	

T opinions sur les réformes et classes typologiques par année (% en ligne et résidus ajustés)

Année	Classes	Opinions sur les réformes			Total
		Il faut radicalement changer la société française	Il faut réformer la société française sur certains points	Il faut conserver la société française en l'état	
2000	Plutôt en marge	25,7	69,2	5,1	100
		5,8	-1,0	-6,7	
	Intégré universaliste	4,4	80,7	14,9	100
		-19,0	10,8	10,0	
Intégré sélectif	38,4	55,6	6,0	100	
	14,8	-11,0	-3,4		
	Ensemble	21,1	70,1	8,8	100
2001	Plutôt en marge	25,3	70,5	4,2	100
		5,7	-2,0	-5,5	
	Intégré universaliste	5,4	83,7	10,9	100
		-17,2	11,5	7,0	
Intégré sélectif	33,7	60,3	6,0	100	
	12,2	-10,2	-1,5		
	Ensemble	20,7	72,3	7,0	100
2002	Plutôt en marge	36,2	62,1	1,7	100
		12,7	-9,8	-5,7	
	Intégré universaliste	7,9	86,0	6,1	100
		-19,3	16,1	5,7	
Intégré sélectif	34,6	61,5	3,8	100	
	7,3	-7,0	0,1		
	Ensemble	25,4	70,8	3,8	100

Note de lecture : le résidu standardisé ajusté est un indice statistique qui permet d'apprécier la significativité d'une liaison entre une ligne et une colonne d'un tableau de contingence. Comme il suit une loi normale centrée réduite, une valeur se situant par exemple dans l'intervalle [-1,96, +1,96] indique que cette liaison n'est pas significative au seuil de 5 %.
Source : enquête DREES sur les opinions.

variable ordinale), l'opinion sur le RMI pour les moins de 25 ans et, comme précédemment, l'année. Il apparaît alors que seule la typologie n'est pas significative. La préoccupation pour le chômage est décisive : ceux qui se disent très préoccupés personnellement conservent l'idée que le chômage est le problème prioritaire. A l'inverse, le refus d'une ouverture du RMI aux moins de 25 ans va, dans l'opinion, de pair avec l'idée que l'insécurité est le problème prioritaire. Mais, encore une fois, l'année d'enquête reste la variable la plus significative.

... et qui apparaît liée à un effet de période

Apparaît donc clairement entre 2000 et 2002 un effet de période concernant l'évolution des opinions des Français sur les problèmes à résoudre en priorité. Et cette variation excède ce que les structures de l'opinion dégagées précédemment sont à même d'expliquer⁶.

Bien que n'étant pas négligeable, ce changement, comme tous ceux évoqués précédemment, ne doit cependant sans doute pas être surévalué. Globalement, le nombre des opinions qui ne se sont pas ou très peu modifiées au cours des trois années étudiées est bien plus élevé et, comme nous l'avons vu, la structure des relations entre ces opinions est restée à peu près la même. Le diagnostic est, à cet égard, plutôt que la stabilité l'emporte entre 2000 et 2002 et que les quelques évolutions constatées sont spécifiques à la période, sans avoir forcément une portée structurelle.

6. Pour aller plus loin dans l'explication, il faudrait en venir à des hypothèses complémentaires qui ne peuvent trouver dans ce baromètre une validation.

Année	Problème social à résoudre en France (en priorité)	Groupe dans la classification			Ensemble
		Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	
2000	Le chômage	46,8	42,7	41,5	44,1
	Le poids de la fiscalité	6,7	7,4	14,0	8,7
	Le financement de la Sécurité Sociale	1,7	2,2	1,8	1,9
	La délinquance, l'insécurité	15,8	16,0	17,9	16,4
	La pauvreté, l'exclusion	16,2	17,9	13,4	16,1
	L'avenir des retraites	3,9	3,6	5,5	4,2
	Les inégalités sociales	9,0	10,2	5,8	8,7
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	Le chômage	40,2	28,7	38,5	35,8
	Le poids de la fiscalité	5,0	7,3	11,9	7,6
	Le financement de la Sécurité Sociale	1,4	4,0	4,1	3,0
	La délinquance, l'insécurité	24,9	24,6	21,3	23,9
	La pauvreté, l'exclusion	14,0	17,9	15,3	15,7
	L'avenir des retraites	6,2	5,8	4,7	5,7
	Les inégalités sociales	8,2	11,8	4,2	8,4
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0
2002	Le chômage	32,5	27,7	24,6	28,9
	Le poids de la fiscalité	3,8	5,2	12,3	6,3
	Le financement de la Sécurité Sociale	1,9	2,7	3,2	2,5
	La délinquance, l'insécurité	32,9	29,5	41,1	33,5
	La pauvreté, l'exclusion	15,8	19,7	9,8	15,8
	L'avenir des retraites	5,4	3,5	4,1	4,4
	Les inégalités sociales	7,8	11,7	4,9	8,6
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête DREES sur les opinions .

Bibliographie

- Forsé M., Parodi M., 2001, *Un panorama des opinions à l'égard de l'Etat-providence*, Études et résultats, DREES (ministère de l'Emploi et de la Solidarité), septembre, n° 135.
- Forsé M., Parodi M., 2002, *Homo œconomicus et spectateur équitable*, La Revue de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques, Presses de la FNSP, n° 82, p. 165-230.
- Lebart L., Morineau A., Piron M., 2000 (3ème éd.), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod.